



mouvement
contre
le racisme
et pour l'amitié
entre les peuples

89, rue oberkampf
75011 paris
(1) 48 06 88 00

TIMOR ORIENTAL - Point 10 (Torture)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs.

Je m'appelle Donaciano Gomes, j'ai 21 ans et suis étudiant. Ma famille est sortie du Timor Oriental le 6 septembre dernier avec l'aide de la Croix-Rouge Internationale.

J'avais six ans lorsque le Timor Oriental a été envahi par les Forces Armées indonésiennes, le 7 décembre 1975. Je me trouvais à Dili avec ma mère et mes frères; mon père était hospitalisé à cause d'un accident où il s'était cassé un pied. Il y avait près de notre maison un terrain de foot-ball qui servit de lieu de regroupement de troupes indonésiennes: parachutistes largés sur Dili et fantassins débarqués des navires de guerre. Des timorais, surtout des femmes et des enfants, qui passaient près de ce terrain en direction à l'église de Motaël pour s'y réfugier, furent abattus par les militaires. Nous sommes restés 15 jours sans sortir de la maison.

Lorsque je suis sorti j'ai vu des cadavres dans les rues, dépecés parfois par les chiens. Sur la plage proche, la mer rejetait de nombreux cadavres; avec des jeunes enfants de mon âge et sous la direction d'un infirmier timorais, nous en avons enterré beaucoup dans le sable de la plage.

En 1981 tous les hommes valides, de 15 à 60 ans, furent enrôlés de force par les indonésiens pour une grande opération contre la résistance. Plusieurs membres de ma famille y participèrent comme boucliers vivants des soldats indonésiens; j'étais trop jeune encore et ne fûs pas emmené.

En 1989, en préparation de la visite du Pape Jean Paul II à Timor, de très nombreux timorais furent arrêtés et torturés. Le Lieutenant-colonel Prabowo, gendre du Président Suharto, tortura personnellement Ildefonso Araujo, lui cassant des dents et une jambe.

La terreur n'empêcha pas la réalisation d'une manifestation à la fin de la messe célébrée par le Pape le 12 octobre. Dès que le Pape fût reparti la répression s'abattit sur nous. Il y eût de nombreuses arrestations, deux de mes amis, Jacob Xavier et Virgilio Costa furent détenus au Senopati III, une caserne de commandos, et torturés sous les ordres du Colonel Bimo, alors commandant opérationnel des Services Secrets. J'échappais à ce sort en me cachant durant plusieurs nuits dans des bois proches de Dili. Mais, ayant su que les militaires menaçaient de prendre ma famille en otage, je me réfugiais le 26 octobre dans la résidence de l'évêque catholique.

Environ 38 jeunes gens s'y trouvaient déjà. Le commandant militaire, général Mulyadi; le commandant des Services Secrets, colonel Bimo; le Gouverneur civil et le Vice-Gouverneur; tous indonésiens à l'exception du Gouverneur, tentèrent de nous faire sortir, mais l'évêque, Monseigneur Belo, assumait notre protection.

La tension augmenta et le 4 novembre, ayant eu connaissance que la vie de l'évêque courait des dangers, la population se rassembla autour de la résidence épiscopale pour défendre l'évêque et les jeunes qui s'y trouvaient réfugiés. Les troupes d'occupation envoyèrent deux blindés et environ 1500 soldats pour disperser les manifestants et quadriller le quartier.

Le lendemain, le commandant militaire et des officiers entrèrent dans la résidence épiscopale menaçant d'emmener l'évêque si nous ne sortions pas volontairement. Nous sommes sortis après que le commandant nous ait promis, devant l'évêque, que nous ne serions pas torturés et que nous serions libérés après un court interrogatoire.

Nous fûmes emmenés en autocar au poste de la police et l'évêque nous accompagna. Pour les interrogatoires la police fut remplacée par des militaires des commandos 'bérêts rouges'. La plupart de mes compagnons furent réellement libérés comme promis, mais José Manuel Fernandes, Francisco Maria de Sousa, Clementino Faria, Guilherme Pereira, António Pereira Lopes, Lourenço Pereira et moi-même, fûmes emmenés successivement dans 4 locaux militaires et torturés dans chacun d'eux. Le premier coup que j'ai reçu est venu du commandant militaire, général Mulyadi lui-même. J'ai été torturé par le colonel Naingolan et d'autres militaires: brûlures de cigarettes, chocs électriques, poignard pointé sur le coeur, coups de crosse sur la tête, canons d'armes à feu pointées sur la poitrine, sur la tête et dans la bouche. Mes amis subirent le même sort. Nos bourreaux voulaient que nous accusions des prêtres timorais de nous avoir incité à réaliser la manifestation devant le Pape. Interrogatoires et tortures se prolongèrent durant 15 jours.

Le 17 janvier 1990, des centaines de jeunes-gens manifestèrent devant John Monjo, l'ambassadeur des USA de visite à Dili, protestant contre la répression et demandant notre libération. Le Major Heri me tira de ma cellule et m'emmena sur le lieu de la manifestation pour que je demande aux manifestants de rentrer chez eux. Je refusais répondant qu'ils faisaient précisément ce que moi-même avais fait. Un des manifestants, Julião Mau-Siri, fut emmené par le colonel Gatot, le successeur du colonel Bimo à la tête des Services Secrets, qui vint ensuite me montrer mon compagnon la tête en sang et le dos labouré à la baïonnette, mais je ne céda pas. Ils menacèrent alors qu'ils pouvaient nous exterminer. Le Major Heri exigea aussi que j'identifie les manifestants que j'avais vu.

Le 6 février je fus relâché avec l'obligation de me présenter toutes les semaines au commandement du Senopati II. Tous ceux qui ont été arrêtés sont obligés de se présenter régulièrement et d'entendre des discours sur l'intégration du Timor Oriental dans la République indonésienne.

À la veille de mon départ, le 4 septembre, à la fin d'une messe célébrée par Francisco Canalini, Nonce Apostolique à Djakarta, pour le cinquantième anniversaire du diocèse de Dili, les timorais réalisèrent une nouvelle manifestation en faveur de l'indépendance. Les indonésiens répondent toujours de la même façon: arrestations et tortures. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées depuis.

Des troupes spéciales venues de Java, masquées, attaquent la nuit dans les rues de Dili. Les opérations militaires, contre la résistance qui depuis 15 ans lutte dans les montagnes, ont aussi augmenté dernièrement.

Ce que j'ai vu et souffert, c'est un peuple tout entier qui le vit et supporte depuis 15 ans, prisonnier dans son propre pays. L'ONU reconnaît notre droit à l'autodétermination, mais que fait-elle pour nous défendre? Nous espérons que les lois et les principes du droit international seront valables pour tous!

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais avant de terminer lancer un appel en faveur de José Manuel da Silva Fernandes, 21 ans, élève de l'Externat catholique São José à Dili. Arrêté en même temps que moi l'an dernier, il a de nouveau été arrêté le 17 octobre et on ignore où il se trouve. Ce n'est qu'un cas entre beaucoup mais c'est mon ami!

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de m'avoir écouté patiemment.

Donaciano Gomes